Réunion de la Commission de Suivi de Site
BASSENS/AMBARES-ET-LAGRAVE
MICHELIN – CEREXAGRI – DPA – FORESA

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION
Mercredi 29 novembre 2023 – 14 h

Le 29 novembre 2023 s'est tenue dans la salle du conseil de la Mairie de Bassens la réunion de commission de suivi de site (CSS) pour les sites de Bassens et Ambarès-et-Lagrave.

Liste des participants

Collège « Administrations de l'État »

Olivier PAIRAULT	DREAL UD 33, Chef de l'UD
Peggy HARLÉ	DREAL UD 33, Adjointe au chef d'UD
Emmanuel HERVÈS	DREAL UD 33, Inspecteur ICPE
Boris GARRO	ARS 33
Cdt Stéphane CUISINIER	SDIS 33, chef du service Prévision
Cdt Nicolas CONTÉ	SDIS 33, Groupe Centre Est
Alain FORT	Responsable service Environnement, Port de Bordeaux
Solenn GORGEON	Technicienne environnement, Port de Bordeaux

Collège « Collectivités territoriales »

Alexandre RUBIO	Maire de Bassens
Fabien GENOVESIO	Mairie de Bassens – Chargé de mission
Erick ERB	Mairie de Bassens – Conseiller délégué
Jacqueline LACONDEMINE	Mairie de Bassens – Conseillère délégué
Josiane ZAMBON	Maire de Saint-Louis-de-Montferrand

Collège « Riverains »

Christian BORDES	Association SABAREGES – Président
Francis VIGNAUD-SAUNIER	Association Claire Aubarède
Colette GOUANELLE	SEPANSO Gironde

Collège « Exploitant »

Dominique LESAGE	Directeur du site, CEREXAGRI
David DEVAUX	Responsable d'exploitation, CEREXAGRI
Rachid BELALIA	Directeur, FORESA France
Arnaud PLANCHE	Responsable HSE, FORESA France
Jean-Marc ZABALETA	Responsable QHSE, DPA
Guillaume BOUQUANT	Directeur du site, Michelin
Yannick AUFFRET	Responsable Hygiène Sécurité Sureté Environnement et Inspection, Michelin

Ordre du jour

- Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (par les industriels)
- Bilan des inspections (par la DREAL)
- Autres sujets souhaités à l'initiative des participants

Documents associés

Présentation CEREXAGRI
Présentation FORESA
Présentation DPA
Présentation Michelin
Présentation DREAL

14 heures – Début de la réunion

Olivier PAIRAULT rappelle que la DREAL est la police environnementale des établissements industriels, placée sous l'autorité du Préfet.

La DREAL de la Gironde compte 18 inspecteurs pour 450 ICPE et 32 sites SEVESO.

Les inspections ont augmenté de 57 % par ETP entre 2018 et 2022, ce qui explique le taux de mise en demeure de 23 % en 2021 / 2022. Ce taux devrait revenir à environ 17 % en 2023.

En 2023, dans le cadre des actions nationales et régionales relatives à la sécheresse, les entreprises prélevant au-delà de 50 000 m³ d'eau se sont vues prescrire la réalisation d'une étude pour réduire leur consommation.

De nouvelles normes pour les récipients de liquides inflammables ont été mises en place à la suite de l'accident de Lubrizol.

Les actions locales ont conduit la DREAL à contacter les installations qui ne relevaient pas du contrôle ICPE afin qu'elles procèdent au contrôle de leur chaudière.

Un travail sur la résilience des systèmes de traitement ou des stockages lors des vagues de chaleur sera mené en 2024.

Un système d'analyse sera implanté à partir de février 2024 dans la zone portuaire pour mesurer la présence de certaines substances.

A la suite d'un retour sur expérience de 2022 sur des incidents liés aux amarrages de bateaux, les bras de chargement/déchargement des navires de Bassens et d'Ambès ont fait l'objet d'une inspection.

CEREXAGRI : Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (industriels)

Dominique LESAGE explique que le site produit principalement des produits à base de soufre et de cuivre en suspension concentrée.

La production devrait atteindre 10 500 tonnes entre avril 2023 et mars 2024 et devrait se maintenir à ce niveau en 2025.

Investissements

Des investissements ont été réalisés en 2023-2024 dans le domaine du HSE : réfection des murs des chambres de sublimation pour prévenir les émissions de SO₂, réparations des carnaux qui collectent les fumées de SO₂ et changement de la centrale de détection incendie.

Les investissements prévus en 2024-2025 représentant un budget de 600 000 euros : scrubber pour le traitement des gaz de SO₂, changement des tanks de stockage de fuel lourd, tests de faisabilité pour remplacer le fuel lourd par du fuel domestique et reprise du projet PM2I.

Résultats sécurité

1 accident avec arrêt s'est produit en 2022, et aucun en 2023.

Le PPI a été renouvelé en 2022 et un exercice a été réalisé.

4 exercices POI ont été effectués en 2022 et 3 en 2023.

Etude de dangers et porters à connaissance

La révision quinquennale de l'étude de dangers est en cours d'instruction.

2 porters à connaissance (augmentation de la capacité de broyage et réaffectation des stockages du parc 52 et du magasin 28) sont également en cours d'instruction.

Mises en demeure

La mise en demeure du 3 mai 2021 sur le dépassement de la limite du SO₂ a été suivie d'un ajustement immédiat du protocole. En outre, un scrubber sera mis en place.

La mise en demeure relative au PM2I du 8 avril 2024 a été suivie de l'intervention de SOCOTEC.

La mise en demeure du 13 octobre 2023 relative au projet PM2I a conduit à traiter les écarts prioritaires et à reprendre l'étude.

Fabien GENOVESIO rappelle le travail mené conjointement par la Mairie, CEREXAGRI et la SNCF sur la procédure d'évacuation des voyageurs à quai en gare de Bassens.

David DEVAUX précise que le fuel domestique ne présente pas de dangers supplémentaires par rapport au fuel lourd.

CEREXAGRI : Bilan des inspections

Emmanuel HERVÈS indique que trois dossiers sont en cours d'instruction :

- La rédaction de l'arrêté préfectoral relatif à la mise à jour de l'étude de danger, réalisée tous les 5 ans ;
- la modification de l'atelier UFAB 3 ;
- la modification du stockage sur le site.

Lors du PPI (plan particulier d'intervention) piloté par la Préfecture, de nombreux acteurs sont intervenus : le SDIS, la DREAL, la Mairie, Bordeaux Métropole, la SNCF, etc.

Inspections

- 23 septembre 2022 : la mise en demeure sur l'état des stocks a été levée. L'écart identifié à propos du stockage de bidons vides sur les allées de circulation a été levé depuis cette inspection.
- 19 décembre 2022 : l'inspection portait sur la sous-traitance. Les 3 écarts portaient principalement sur le suivi des travaux et la maîtrise du risque des sous-traitants et les 7 observations concernaient principalement la formalisation des bonnes pratiques de l'exploitant et le fait de compléter les procédures du système de gestion de la sécurité.
- 3 mars 2023 : cette inspection réactive et inopinée a été réalisée à la suite du constat de l'inspection du 7 juillet 2022, à propos de la conformité des vannes de pied de réservoir. L'exploitant n'ayant pas tenu ses engagements sur la mise en sécurité de ces équipements, une mise en demeure lui a été signifiée.
- 3 avril 2023 : l'inspection portait sur le réexamen de l'étude de dangers et a donné lieu à 6 observations, notamment sur le classement de certaines parties de l'installation et sur la définition des produits de décomposition en cas d'incendie.
- 22 juin 2023 : cette inspection portait sur les suites des 3 inspections précédentes et a donné lieu à 2 écarts (déclenchement d'une mesure de maîtrise du risque en l'absence d'incident et mise en place d'une mesure pérenne pour éviter que le soufre répandu autour du bâtiment 8A ne soit entraîné par les eaux pluviales) et 11 observations, majoritairement sur l'analyse de l'incident du 3 mai.
- 13 octobre 2023 : l'inspection portait sur le PM2I (plan de modernisation des installations industrielles). Le rapport est en cours de rédaction.

Francis VIGNAUD-SAUNIER souligne le nombre important d'observations.

FORESA : Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (industriels)

Arnaud PLANCHE explique que l'entreprise a produit 116 000 tonnes de colle en 2022, en augmentation. Le formol utilisé dans le process est fabriqué à partir de méthanol. Les activités annexes sont la vente de méthanol et de formol et la production de solution d'urée et d'Ad Blue.

L'utilisation de méthanol (explosif inflammable) et la fabrication de formol (toxique par inhalation) sont des activités à risques et le site est classé SEVESO seuil haut.

Dans le cadre du bilan SGS (système de gestion de la sécurité), les 3 inspections DREAL réalisées en 2023 ont donné lieu à 1 mise en demeure relative à l'indépendance de 2 barrières de sécurité pour le stockage de formol. La prochaine inspection portera sur le dépotage du plateau de méthanol.

Le POI (plan d'organisation interne ou document listant les conduites à tenir en cas d'incident majeur dans les limites du site) est testé périodiquement en interne ou en externe.

L'exercice PPI prévu le lendemain a pour but de tester avec les pompiers, la Préfecture, la DREAL et la gendarmerie le dispositif en cas d'accident majeur ayant un impact à l'extérieur du site.

19 accidents avec ou sans arrêt sans gravité sont survenus en 2023, mais le site a également connu 1 accident mortel. La dernière marche d'une échelle a cédé sous un opérateur.

Un audit des structures des sites a été réalisé. L'expert a conclu à un défaut de construction de l'escalier. L'enquête judiciaire est en cours.

Par ailleurs, le pied d'un peson de l'unité de production de colle a cédé. La fabrication a été immédiatement arrêtée et les structures de l'atelier ont été vérifiées par un expert extérieur. Une étude est en cours pour déterminer les causes du problème.

500 000 euros ont été consacrés en 2023 à l'amélioration de la production, de la sécurité, des conditions de travail et de l'environnement.

Le remplacement de la structure des bacs de préparation formol de vente est un exemple des investissements réguliers pour entretenir le site.

FORESA : Bilan des inspections

Peggy HARLÉ explique que l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2023 porte sur les mesures liées à la sécheresse.

Arnaud PLANCHE explique que FORESA a commandé une étude sur sa consommation d'eau.

Peggy HARLÉ ajoute qu'un porter à connaissance sur le rejet d'eau phénolée est en cours d'instruction.

En ce qui concerne l'accident mortel, la DREAL n'est pas intervenue, car l'événement relevait de la compétence de l'Inspection du travail qui a pris en charge l'enquête.

La DREAL échange avec l'exploitant à propos de l'incident récent de peson sur le réacteur 4.

Inspections

- 20 septembre 2022 : l'inspection portait sur la sous-traitance et sur l'examen du Système de gestion de la sécurité. 3 écarts simples ont été relevés sur les opérations d'entretien et de maintenance et le test MMR (maîtrise de mesure des risques).
- 21 février 2023 : l'inspection clôturait les inspections de 2022 et faisait le point sur un incident sur le réacteur 3 de fabrication de colle et sur la mise en demeure du 11 mai 2022 (examen des risques d'explosion sur un nuage de vapeurs inflammables). La mise en demeure a été levée et 3 écarts simples (indépendance de barrières de sécurité et analyse du retour d'expérience de l'incident de février 2022) ont été relevés. La mise en demeure du 9 juin portait sur l'indépendance des barrières.
- 29 juin 2023 : l'inspection concernait les exigences SEQE et notamment le suivi des mesures de quotas de CO2.
- 6 juillet 2023 : l'inspection portait sur le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) et l'examen d'une mesure de maîtrise des risques (MMR). Les 4 écarts portaient sur le suivi de l'ensemble de la chaîne de sécurité, la traçabilité des tests et l'absence de report d'une vanne de sécurité.

En réponse à une question de **Francis VIGNAUD-SAUNIER** sur l'accident mortel survenu dans l'établissement, **Rachid BELALIA** rappelle que l'enquête est en cours. L'expert judiciaire a relevé un défaut de conception et une malfaçon dans la soudure de l'escalier du bac.

Francis VIGNAUD-SAUNIER s'étonne que les associations de riverains ne soient pas invitées aux exercices PPI, auxquels elles pourraient apporter un regard non partisan.

Olivier PAIRAULT remontera cette demande. Post réunion, le SIDPC confirme que cette participation est possible dans des conditions à préciser.

Christian BORDES note que l'association SABAREGES et FORESA ont signé une charte et se rencontrent régulièrement.

DPA : Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (industriels)

Jean-Marc ZABALETA explique que le site DPA est un site intermédiaire entre les raffineries et les stations-service. Il compte 25 réservoirs de stockage (270 000 m³) de produits explosifs et dangereux pour l'environnement. Le site est donc classé SEVESO seuil haut.

En 2023, les mesures de maîtrise des risques ont représenté un budget de 2 millions d'euros.

Aucun accident majeur et aucun accident de travail ne sont intervenus en 2023. Les MMR et le PM2I sont conformes.

Les rejets de COV de 2023 sont stables par rapport à 2022, mais une augmentation est prévue en 2024 du fait de l'augmentation des chargements d'essence.

Les rejets des eaux de surface et des eaux souterraines sont globalement conformes.

Les actions de prévention prévoient notamment l'augmentation du budget de formation pour le personnel et les intervenants et des exercices réguliers des systèmes de défense incendie.

DPA : Bilan des inspections

Peggy HARLÉ indique qu'un porter à connaissance concernant la mise en place de postes de chargement d'essence par wagon .

Inspections

- 21 septembre 2022 : l'inspection en commun réalisée avec l'Inspection du travail sur la sous-traitance a relevé 7 écarts (formation, analyses des risques) et 18 observations. Un chantier en cours a été arrêté par l'Inspection du travail faute d'une d'analyse des risques suffisante sur l'exposition des travailleurs au plomb.
- 10 mars 2023 : l'inspection portait sur les infrastructures ferroviaires du site et sur l'installation de chargement des wagons-citernes. Les 3 écarts ont été relevés. L'inspection a montré les efforts importants réalisés par l'exploitant sur le suivi et la maintenance de ces infrastructures .
- 7 septembre 2023 : 4 écarts ont été relevés lors de cette inspection sur le PM2I, dont le suivi est très correct.

Fabien GENOVESIO demande des précisions sur le PM2I.

Peggy HARLÉ explique que le PM2I consiste en un plan de surveillance et de maintenance annuel et quinquennal des réservoirs, capacités et/ou des tuyauteries concernées ainsi qu'un examen complet de l'installation tous les 10 ans intégrant un contrôle de l'intérieur des installations.

Francis VIGNAUD-SAUNIER souligne l'importance de la formation des salariés des sous-traitants.

Peggy HARLÉ rappelle que l'action nationale 2022 définie par la DGPR avait pour objectif de faire un point sur la gestion de la sous-traitance sur les sites SEVESO . L'Inspection du travail intervient également sur ce sujet.

SIMOREP/MICHELIN : Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (industriels)

Yannick AUFFRET explique que le site de 63 hectares produit de l'élastomère de synthèse. L'usine fonctionne en continu, en dehors d'un arrêt pour maintenance tous les 5 ans.

Deux incidents sont intervenus en 2023 (déchirement d'un big bag d'antioxydants le 26 juin et incendie le 25 octobre).

Le bilan 2022 du SGS a été adressé en février 2023 à la Préfecture.

Des exercices POI ont été réalisés en octobre 2022 et avril 2023. Tous les jeudis, des manœuvres POI sont menées avec les pompiers du site.

Enfin, le Groupe a gelé le projet STAR à cause du contexte réglementaire européen sur les produits biosourcés.

Incendie atelier finition (25 octobre 2023)

Yannick AUFFRET explique que lors de l'incendie, les systèmes d'arrêt de feu ont été déclenchés sans effet notable, l'incendie s'étant déclaré en dehors des zones de process. Les pompiers du site ont mis en place les protections requises, déclenché le POI et appelé les pompiers du SDIS.

L'incendie n'a pas causé de blessés. 8 salariés ont été incommodés et 2 placés sous oxygène.

La plupart des mesures réalisées par SOCOTEC figurent très en deçà des seuils accidentels.

Guillaume BOUQUANT ajoute que l'atelier finition ne comporte pas de produits chimiques.

Yannick AUFFRET explique que l'incendie a été causé par l'échauffement de la gomme collée à des circuits de vapeur a provoqué une lente catalyse de la gomme, puis son inflammation et la propagation de l'incendie. Le nettoyage à haute pression pousse des particules qui encrassent l'échangeur.

Le retour d'expérience a permis de mettre en place les mesures suivantes : nettoyage et décontamination de l'atelier, mesures pour limiter l'envoi de gommages dans les échangeurs, mise en place de trappes dans les échangeurs, nettoyage haute pression des échangeurs.

Par ailleurs, des études visent à améliorer la détection du risque feu et les moyens d'extinction au niveau des échangeurs.

Après la mise à jour de l'étude de danger, un travail a été mené sur la détection flamme et gaz dans le stockage de solvants.

Évolution du site

La détection flammes et gaz a augmenté sur les zones de stockage.

Des vannes de sécurité ont été ajoutées.

Le locotracteur a bénéficié d'un retrofit.

Une clôture a été réalisée autour des zones des entreprises extérieures.

La charpente de l'unité U100 est en cours de réfection.

Des capteurs ont été installés et testés dans le cadre du PM2I.

Depuis trois ans, des campagnes de recherche et réparation des fuites d'émissions fugitives de COV ont été lancées.

Projets 2023-2024

L'unité pilote du projet BFF a commencé sa production de butadiène biosourcé début 2023.

Francis VIGNAUD-SAUNIER note qu'il a fallu attendre 40 minutes avant l'intervention des pompiers.

Nicolas CONTÉ ajoute qu'il faut tenir compte de la procédure d'accueil et de la dimension du site.

Guillaume BOUQUANT note qu'à 5 heures 24, les moyens du SDIS étaient en position.

Nicolas CONTÉ souligne que les équipes de première et de seconde intervention de Michelin ont été prépondérantes. Le SDIS a ensuite pris le relais.

Note post-CSS après vérification par le SDIS:

25 octobre 2023

- Réception de l'alerte au SDIS : 4h39
- Départ des 1er engins SDIS de son CIS : 4H49
- Arrivée à MICHELIN des 1er engins SDIS : **4h59 soit 20 mn après l'alerte réceptionnée par le SDIS au CTA-CODIS et 10 mn après l'engagement des 1er engins, et non 40 minutes** avant l'intervention des pompiers
- Fin d'intervention : 13h56

De plus, le bilan des victimes a été établi comme suit :

- **8 victimes** dont **5 impliquées** qui ont quitté les lieux et **3 Urgences Relatives** sous surveillance prises en charge par le service de santé du SDIS dont **2 seront évacuées**.

MICHELIN/SIMOREP : Bilan des inspections

Peggy HARLÉ indique que le site est découpé en tranches pour les études de danger.

Inspections

- 23 septembre 2022 : les 6 écarts simples portaient notamment sur la prévention du risque inondation et sur le délai d'intervention des pompiers internes.
- 4 octobre 2022 : l'inspection ciblait les risques chroniques en lien avec les rejets aqueux du site. Les résultats de l'autosurveillance des rejets sont globalement conformes. Un arrêté préfectoral plus robuste devra encadrer les rejets aqueux.
- 27 octobre 2022 : lors de cette inspection inopinée, une simulation de gestion de crise a été organisée, avec une bonne réactivité et une bonne maîtrise du POI de la part de l'exploitant.

- 5 décembre 2022 : l'inspection portait sur l'étude de danger polymérisation. Les 16 écarts portent principalement sur la mise à jour des fiches MMR et de l'étude de danger.
- 20 janvier 2023 : l'inspection portait sur les suites des inspections 2022. L'exploitant a apporté des éléments de réponse satisfaisants et la plupart des points soulevés en 2022 ont été clôturés.
- 14 février 2023 : l'inspection portait sur la conformité de deux dossiers de porter à connaissance. Les 4 écarts concernaient l'état des stocks, la conformité des installations de dépotage de liquide inflammable et le niveau de confiance d'une barrière.
- 14 mars 2023 : l'inspection concernait l'étude de danger styrène. 6 écarts simples portaient sur la mise à jour de l'étude de danger.
- 12 mai 2023 : l'inspection inopinée portait sur l'évacuation des rétentions via des vannes « pelle étang ». La mise en demeure de 2022 a été levée. Les 2 écarts concernent le suivi des fiches d'analyses.

Josiane ZAMBON demande si une mise en demeure est assortie d'un délai.

Peggy HARLÉ le confirme. Des sanctions administratives, voire pénales, peuvent intervenir si la mise en demeure n'est pas respectée à l'échéance imposée.

- 28 juin 2023 : l'inspection portait sur l'étude de danger solvants et sur le PM2I. Lors de cette inspection, 4 écarts majeurs ont été détectés, et notamment l'ouverture d'un big bag de poudre classée CMR. Un arrêté préfectoral de mesure d'urgence a arrêté la production dans le bâtiment où le big bag éventré a été découvert. En outre, il a été demandé à l'exploitant de vérifier les impacts sur l'environnement du déversement éventuel de CMR.

Yannick AUFFRET explique qu'une excavation des terrains sera réalisée à l'endroit où de la poudre a été détectée.

- 13 septembre 2023 : inspection inopinée pour récolement sur l'arrêté du 12 décembre 2020- BBF. L'installation est conforme et les écarts correspondent au démarrage d'une installation.
- 25 septembre 2023 : l'inspection faisait suite à l'incendie dans l'atelier finition. L'arrêté de mesure d'urgence du 26 octobre encadrait la mise en sécurité et le redémarrage des installations.
- 10 novembre 2023 : l'inspection portait sur le bilan des rejets COV. Un rejet non conforme en sortie d'oxydateur a été relevé. Le rapport est en cours. La surveillance continue de certaines installations de traitement sera mise en place.
- 28 novembre : l'inspection concernait la concentration au stockage de gommés. Le rapport est en cours.

Alexandre RUBIO salue l'exemplarité, la réactivité et le courage exceptionnels des pompiers de Gironde.

Par ailleurs, le territoire métropolitain vient d'être labellisé Territoire d'industrie, après un travail de longue haleine.

Le comité de veille de Bassens mène un travail étroit avec les industriels. La transparence va de pair avec les exigences des élus en matière de sécurité.

Olivier PAIRAULT ajoute qu'il faudra s'adapter à la fréquence de plus en plus grande des périodes de canicule. La résilience et l'adaptation au changement climatique sont indispensables

Alexandre RUBIO précise que les investissements en matière de sécurité doivent se poursuivre, et les inspecteurs de la DREAL y veillent. La Métropole continuera elle aussi d'investir sur ces territoires.

La zone industrielle de la rive droite n'a pas l'image qu'elle mérite, alors qu'elle accueille des métiers fabuleux.

Enfin, l'été 2023 a été meurtrier, avec deux accidents à quelques jours d'intervalle, ce qui réclame une forte mobilisation notamment en ce qui concerne la sous-traitance. Il faut collectivement faire en sorte d'œuvrer au développement de ce territoire.